



## Plus que jamais, Mayotte ne doit pas rester un territoire abandonné.

LA CGT ÉDUC'ACTION COMMUNIQUE...

Tout d'abord, face à la tragédie qui frappe Mayotte, la CGT Éduc'action, comme l'a fait sa confédération, tient à exprimer sa plus vive émotion et adresse toutes ses pensées aux victimes, à leur famille et à la population mahoraise durement frappée dans sa chair, dans son ensemble. La CGT Éduc'action leur exprime toute sa solidarité et son soutien dans cette situation particulièrement difficile. Elle a une pensée particulière pour les personnels de l'Éducation, leurs élèves et leurs familles.

À la demande des organisations syndicales de l'Éducation nationale, une réunion sur la situation à Mayotte s'est tenue au ministère de l'Éducation nationale mercredi 18 décembre. À cette occasion, le ministère a présenté les informations très parcellaires dont il disposait sur la situation générale locale, sur celle des personnels ainsi que sur l'état des infrastructures scolaires dans la période.

L'urgence est pour le moment de sauver des vies, d'éviter une crise sanitaire et de permettre à la population de se nourrir, d'avoir accès à l'eau potable et à un toit.

Pour la CGT Éduc'action, l'État doit être à la hauteur pour soutenir l'ensemble des habitant-es de Mayotte, sans distinction. Les personnels de l'Éducation nationale, comme ceux de l'ensemble des Services publics, doivent recevoir de la part de leur ministère de tutelle, tout le soutien psychologique et financier nécessaire.

Devant les dégâts matériels et humains, la question de la rentrée scolaire prévue le 13 janvier est évidemment en suspens. Là encore, sur le sujet, les besoins des élèves et des personnels doivent être la première priorité du ministère.

À toutes ces questions, et même si la situation demeure incertaine faute d'informations fiables, l'absence de réponses immédiates du ministère est inquiétante. La CGT Éduc'action exige et attend des réponses rapidement. Une chose est sûre, une fois l'urgence passée, il faudra reconstruire et attribuer tous les moyens nécessaires.

D'autre part, la CGT Éduc'action tient à dénoncer les propos inacceptables du ministre démissionnaire Retailleau qui utilise la tragédie mahoraise pour faire de la basse politique. Non, la question primordiale du «*jour d'après*» n'est pas l'immigration.

**Alors que la France a laissé Mayotte s'enfoncer dans la misère, négligé les infrastructures (en particulier les écoles et établissements scolaires) et préféré pourchasser les clandestin-es plutôt que leur offrir des conditions de logement dignes, la CGT Éduc'action exige que le gouvernement investisse rapidement et massivement à Mayotte pour reconstruire un habitat digne et apte à résister aux catastrophes climatiques, mais aussi à donner tous les moyens humains et matériels pour donner à toute la population mahoraise les Services publics et l'École qu'elle mérite, au même titre que l'ensemble des habitant-es des autres départements.**

Montreuil, le 19 décembre 2024

